

**Point de presse de la porte-parole -  
Égypte/Rappel de la déclaration de  
M. Le Drian - Yémen/Rappel de la  
déclaration de la porte-parole -  
Birmanie-Bangladesh/Rappel de la  
déclaration de la porte-parole -  
Promotion des symboles  
européens/Intervention de Mme  
Loiseau à l'AN - Attaques contre la  
MINUSMA et les forces armées  
maliennes - Attaque contre la  
MINUSCA - Conférence de  
l'opposition syrienne à Riyad -  
Libye/Conseil de sécurité - Yémen -  
Afghanistan - Établissements  
d'enseignement français à l'étranger  
(Paris, 27 novembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a rappelé la déclaration du ministre et ses déclarations, a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Égypte - Attaque terroriste dans le Nord-Sinaï - Rappel de la déclaration de M. Jean-Yves Le Drian (24 novembre 2017)

C'est avec effroi que j'ai appris l'attentat qui a frappé ce jour une mosquée dans un village du Nord Sinaï, à proximité de la ville d'el Arish, et qui a coûté la vie à plusieurs centaines de fidèles, assassinés pendant la prière du vendredi.

La France condamne avec la plus grande fermeté cette attaque ignoble qui endeuille toute l'Égypte.

J'adresse les condoléances de la France aux familles des victimes, ainsi qu'aux autorités et au peuple égyptien.

Dans cette nouvelle épreuve, la France se tient résolument au côté de l'Égypte. Nous continuerons à faire front commun dans la lutte contre le terrorisme et le fanatisme.

2 - Yémen - Reprise des vols humanitaires - Rappel de la déclaration de la porte-parole (25 novembre 2017)

La France se félicite de la reprise des vols humanitaires vers l'aéroport de Sanaa. Elle appelle à ce que cette mesure soit élargie aux accès maritimes au port de Hodeidah et demande à ce que les décisions en ce sens prises par la coalition arabe soient mises en oeuvre dans leur intégralité et le plus rapidement possible.

L'accès complet, inconditionnel et sans entrave de l'aide humanitaire est une obligation du droit international humanitaire qui s'impose à l'ensemble des parties au conflit. Cette exigence a fait l'objet d'échanges approfondis avec les autorités saoudiennes lors de la visite en Arabie saoudite du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, les 15 et 16 novembre. M. Jean-Yves Le Drian s'est exprimé sur le sujet depuis Riyad.

Seule une solution politique négociée est à même de mettre fin à la crise au Yémen et à ses conséquences dramatiques pour le peuple yéménite comme à ses répercussions sur la sécurité des pays voisins.

3 - Birmanie - Bangladesh - Accord sur le retour des réfugiés Rohingyas - Rappel de la déclaration de la porte-parole (25 novembre 2017)

La France salue l'accord intervenu le 23 novembre entre la Birmanie et le Bangladesh. C'est un premier pas, afin de permettre le retour volontaire des réfugiés Rohingyas en Birmanie lorsque les conditions seront réunies.

Face à ce drame majeur sur le plan humanitaire et des droits de l'Homme, M. Jean-Yves Le Drian a insisté auprès de ses homologues birman et bangladais en marge de la réunion ministérielle de l'ASEM, sur l'urgence de mettre fin aux violences et aux discriminations dans l'Arakan, de permettre un accès humanitaire entier, sûr et sans entrave aux populations qui en ont besoin et de faciliter le retour volontaire et sûr des réfugiés, conformément aux standards internationaux.

Afin de créer les conditions favorables au retour des réfugiés, il est essentiel que des mesures soient prises, dans l'Arakan, en faveur de la reconstruction, de la réconciliation et des droits de l'Homme. La mise en place du comité d'experts pour le suivi de la mise en oeuvre complète des recommandations de la commission Kofi Annan, en faveur de laquelle Mme Aung San Suu Kyi s'est également engagée, doit y contribuer.

Dans ce contexte, la France continue d'apporter son soutien à la transition démocratique birmane et aux efforts du gouvernement civil en vue de faire progresser l'État de droit et le respect des droits de l'Homme. Elle salue par ailleurs les efforts déployés par les autorités bangladaises pour l'accueil des réfugiés sur leur territoire.

4 - Union européenne - Promotion des symboles européens - Intervention de Mme Nathalie Loiseau à l'Assemblée nationale (Paris, 27 novembre 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, interviendra ce soir au nom du gouvernement lors du débat à l'Assemblée nationale sur la proposition de résolution visant à promouvoir les symboles de l'Union européenne. Ce débat débutera à 21h30.

Le président de la République a réitéré le 20 octobre l'attachement de la France aux symboles européens : le drapeau européen, l'hymne tiré de «l'Ode à la joie», la devise «Unie dans la diversité », l'euro et la journée de l'Europe le 9 mai - en se joignant à la déclaration n°52 du Traité de Lisbonne relative aux symboles de l'UE, signée par 16 États membres en 2007.

Pour plus d'informations sur les symboles européens : <a href="http://www.diplomatie.gouv.fr">www.diplomatie.gouv.fr</a>

#### 5 - Mali - Attaques contre la MINUSMA et les forces armées maliennes (24 novembre 2017)

La France condamne l'attaque perpétrée le 24 novembre à Ménaka contre une opération conjointe de la MINUSMA et des forces armées maliennes, au cours de laquelle trois casques bleus nigériens et un soldat malien ont été tués, ainsi que celle conduite le même jour à Douentza contre un convoi de la MINUSMA, qui a coûté la vie à un casque bleu burkinabè. Les personnels visés venaient en aide aux populations maliennes et accomplissaient leur devoir de protection des civils.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes. Nous assurons de notre profonde solidarité les autorités maliennes, nigériennes et burkinabè ainsi que les Nations unies.

La France réitère son appui à l'action de la MINUSMA qui, aux côtés de l'armée du Mali et conformément au mandat confié par le conseil de sécurité, oeuvre pour la réconciliation au Mali et la protection de ses habitants. Elle salue l'engagement des États du G5 Sahel dans la lutte contre le terrorisme dans la région.

#### 6 - Centrafrique - Attaque contre la MINUSCA (26 novembre 2017)

La France condamne l'attaque contre la MINUSCA qui, le 26 novembre, a causé la mort d'un casque bleu égyptien. Nous présentons nos condoléances à la famille de la victime ainsi qu'aux autorités égyptiennes et souhaitons un prompt rétablissement aux soldats blessés.

La France réitère son soutien à l'action menée par les contingents de la MINUSCA, qui paient un lourd tribut pour la stabilisation de la RCA et la protection des populations civiles.

Cette attaque rappelle la nécessité de progresser rapidement dans la mise en oeuvre effective du désarmement des groupes armés. Nous appelons à cet égard à la mise en oeuvre urgente de la feuille de route conjointe pour la paix et la réconciliation en RCA, adoptée le 17 juillet à Libreville par les autorités centrafricaines, l'Union africaine et les pays et organisations de la

région.

## 7 - Syrie - Conférence de l'opposition syrienne à Riyad

La France salue le rapprochement opéré lors de la conférence accueillie à Riyad par l'Arabie saoudite entre les plateformes de l'opposition syrienne. Elle adresse ses félicitations à M. Nasser Hariri, président de la nouvelle délégation de négociation, à qui il reviendra de conduire les négociations de Genève pour le compte de l'opposition.

Cette restructuration de l'opposition, sur une base unifiée, crédible et pragmatique crée les conditions d'un progrès à Genève.

Il revient désormais à la délégation du régime de s'engager de bonne foi dans la prochaine session des discussions.

Q - Considérez-vous que les zones de désescalade en Syrie sont crédibles quand vous voyez l'offensive dans la Ghouta orientale ?

R- Les zones de désescalade ont contribué à une baisse du niveau général des violences. Elles sont cependant mises en oeuvre de manière très inégale et les violations constatées ces derniers jours dans la Ghouta orientale, où plusieurs dizaines de civils ont été tués, sont inacceptables.

La France appelle les États garants de ces zones de sécurité à exercer pleinement leurs responsabilités et à faire cesser ces violations. L'accès inconditionnel, complet et sans entrave à l'aide humanitaire est une exigence qui s'impose à toutes les parties. Dans les zones de désescalade, il revient plus particulièrement aux États garants de s'assurer du respect de cet impératif.

## 8 - Libye - Conseil de sécurité

Q - Quand est-ce que le conseil de sécurité se réunira pour discuter de la situation des migrants en Libye et qu'attendez-vous de concret de cette réunion ?

R - La France a appelé la semaine dernière à une réunion du conseil de sécurité sur la question de la traite des êtres humains en Libye. Elle se tiendra le 28 novembre sous la présidence de l'Italie et sera publique.

Cette réunion permettra à la communauté internationale de montrer son unité face à ces pratiques abjectes et d'envisager de nouvelles mesures pour lutter contre le trafic et la traite des migrants en Libye.

Ce sujet fera par ailleurs l'objet d'une discussion approfondie à l'occasion du sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine, auquel participeront le président de la République et le ministre de l'Europe et des affaires étrangères les 29 et 30 novembre en Côte d'Ivoire.

## 9 - Yémen

Q - Que fait la France concrètement pour essayer de faciliter l'aide humanitaire au Yémen ?

R - L'accès humanitaire inconditionnel, complet et sans entrave à toutes les populations dans le besoin s'impose à toutes les parties au Yémen. Le président de la République et M. Jean-Yves Le Drian ont rappelé cette exigence lors de leurs déplacements respectifs en Arabie saoudite.

Nous nous félicitons à cet égard de la décision de la coalition arabe autorisant la reprise des vols humanitaires vers l'aéroport de Sanaa. Il faut désormais que cette mesure soit élargie dans les meilleurs délais aux accès maritimes, en priorité au port de Hodeïda. Je vous renvoie à cet égard à ma déclaration du 25 novembre.

La France contribue à titre national à l'aide humanitaire et de stabilisation au Yémen à hauteur de 6,9 millions d'euros en 2017. Elle participe également à l'action humanitaire de l'Union européenne, qui s'élève à plus de 51 millions d'euros pour l'année 2017.

Seule une solution politique est à même de mettre fin au conflit et d'améliorer durablement la situation humanitaire. C'est pourquoi nous soutenons les efforts de médiation de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Yémen, M. Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, en vue d'une reprise des négociations pour un règlement global, juste et durable.

## 10 - Afghanistan

Q - Quelle protection le gouvernement français envisage-t-il pour les anciens auxiliaires de l'armée française menacés par les talibans en Afghanistan et dont les demandes de visa ont été rejetées ? Une concertation est-elle engagée entre ministère des affaires étrangères et des armées et à quelles fins ?

R - La France est soucieuse de garantir la sécurité des personnes ayant travaillé en Afghanistan avec nos forces entre 2002 et 2014. La sécurité de leurs familles nous tient aussi à coeur.

La commission interministérielle mise en place à cet effet a reçu en entretien chacun des demandeurs pour vérifier les faits et apprécier la légitimité de leurs requêtes. Ceux-ci ont ensuite été invités à déposer des demandes de visa.

À ce jour, plus de 100 anciens personnels civils de recrutement local accompagnés de leurs familles (soit en tout 377 personnes) ont été accueillis en France où ils ont été pris en charge.

Certaines demandes de visa ont été refusées car elles ne correspondaient pas aux cas de délivrance prévus par le droit applicable.

Nous restons attentifs à la situation individuelle de ceux qui ont concouru à l'action des forces françaises en Afghanistan.

## 11 - Établissements d'enseignement français à l'étranger

Q - Le syndicat des enseignants du secondaire SNES-FSU a appelé à la grève aujourd'hui dans les 500 lycées et établissements d'enseignement du français à l'étranger pour dénoncer les économies et suppressions d'emplois prévues par l'État dans le réseau. Quelle est votre réaction ? Quel va être l'impact des annulations de crédits sur les postes d'enseignants et les frais de scolarité ?

R - L'agence pour l'enseignement français à l'étranger a pris sa part de l'effort de régulation budgétaire nécessaire sur l'exercice 2017. De ce fait, la subvention pour charge de service public à l'agence a été réduite de 33 MEuros par rapport à la notification initiale cette année. C'est un effort important dont les effets seront néanmoins atténués par les dispositions suivantes :

- les suppressions de postes ne toucheront pas d'enseignants en cours de contrat et l'agence continuera ses efforts en direction des établissements dont le taux d'encadrement par des personnels titulaires demeure faible ;
- le plafond d'emploi de l'agence est préservé, ce qui permet le recrutement d'agents en contrat local ;
- les établissements recevront bien les subventions prévues pour travaux de sécurisation ;
- enfin, la participation financière des établissements à la vie du réseau reviendra à son niveau actuel en 2020.

M. Jean-Yves Le Drian est attaché à la promotion de l'enseignement français à l'étranger. C'est un service public que nous devons à nos compatriotes à l'étranger. C'est aussi un instrument précieux du rayonnement de notre pays. Il a donc veillé à ce que les crédits de l'agence soient augmentés en 2018. Le président de la République a en outre annoncé qu'ils seraient maintenus en 2019./.